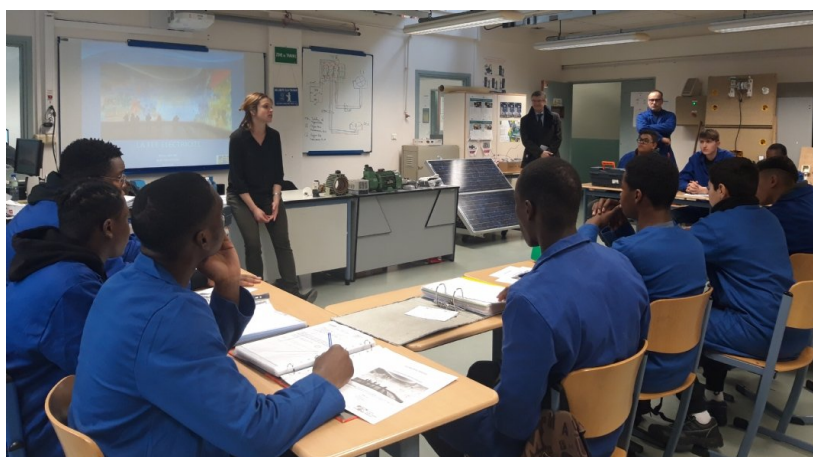


## Dépêche AEF : Comment les lycées professionnels se préparent-ils à une éventuelle réouverture le 2 juin ?

### #coronavirus Comment les lycées professionnels se préparent-ils à une éventuelle réouverture le 2 juin ?

Alors que le Premier ministre doit annoncer le 28 mai si les lycées rouvrent le 2 juin, les acteurs de la voie professionnelle, interrogés par AEF info les 26 et 27 mai, se préparent depuis plusieurs jours déjà. Les lycées professionnels, où le taux de décrochage est estimé à plus de 50 % par le Snuep-FSU, sont en effet jugés prioritaires. Snuep-FSU et Snetaa-FO sont toutefois circonspects quant à la volonté du MENJ de faire reprendre les ateliers industriels en premier car "ce sont les lieux les plus difficiles à sécuriser". Le SNPDEN-Unsa demande "de l'autonomie" pour organiser la reprise.



Des élèves de seconde professionnelle du lycée Jean-Pierre Timbaud à Aubervilliers (93) suivent un cours en co-intervention, lors de la visite du comité de suivi, le 4 février. Droits réservés - DR

Dans le lycée polyvalent qu'il dirige à Palaiseau (académie de Versailles) et qui accueille 400 élèves de la voie professionnelle, David Raymond est prêt à accueillir 150 élèves par jour à partir du 2 juin. Depuis le 18 mai, le proviseur réunit ses équipes pour élaborer un protocole d'accueil des élèves, dans l'hypothèse où le Premier ministre annoncerait, jeudi 28 mai, la réouverture des lycées 5 jours plus tard.

Les élèves, quant à eux, seront prévenus "au dernier moment", en fonction des annonces du gouvernement, indique David Raymond. Il "imagine" faire revenir en priorité les élèves de terminale qui n'obtiennent pas le baccalauréat avec les notes de contrôle continu -

et qui devront donc passer la session de rattrapage en septembre. Mais tout cela sera ajusté "en fonction des consignes données par le ministre de l'Éducation nationale".

La plupart des établissements du pays sont dans la même situation, confirme Lysiane Gervais, secrétaire nationale au SNPDEN-Unsa et proviseure d'un lycée polyvalent dans l'académie de Bordeaux. Regrettant que "les annonces soient faites au dernier moment", elle adresse une demande à Édouard Philippe : "Nous souhaitons que le Premier ministre annonce que la rentrée se fera 'à partir du 2 juin' et non 'le 2 juin' car nous voulons avoir le temps de nous préparer."

Comment faire revenir les élèves décrocheurs ?

Jean-Michel Blanquer et Édouard Philippe martèlent que, si réouverture des lycées il y a, la voie professionnelle serait prioritaire ([lire sur AEF info](#)). Le secteur serait en effet le plus touché par le décrochage, estimé aujourd'hui à 4 % pour l'ensemble des élèves par le MENJ. Dans la voie professionnelle, tous les acteurs interrogés s'accordent à dire que ce chiffre est plus élevé, même si les estimations divergent amplement.

Lysiane Gervais évoque "plus de 10 %" de décrochage quand Sigrîd Gérardin, secrétaire générale du Snuep-FSU, l'évalue à "plus de 60 %". "Ce sont certainement les élèves qui sont le moins aidés à la maison et les plus confrontés à des difficultés matérielles comme le manque d'équipements informatiques. Souvent, les enseignements professionnels, le travail en atelier, permettent de les motiver. Quand il n'y a plus cela, c'est beaucoup plus compliqué", explique Lysiane Gervais.

C'est dans les CAP, et notamment dans les filières industrielles, que le plus grand nombre d'élèves seraient perdus, "entre 73 et 90 % des élèves depuis les vacances de printemps", selon la responsable du syndicat de PLP. La situation serait également particulièrement critique dans les Ségpa et les Erea, indique Pascal Vivier, secrétaire général du Snetaa-FO, où "il n'y a pas eu de suivi pédagogique mais seulement le maintien d'un lien avec les jeunes".

Les acteurs interrogés se rejoignent sur un point : c'est après les vacances de printemps que le taux de décrochage a explosé. "Le premier mois, tout le monde s'est débrouillé pour faire cours à distance, même quand il s'agissait de transmettre des gestes professionnels. Mais les professeurs, en particulier ceux des enseignements professionnels, sont arrivés à la limite de l'exercice et sont épuisés", explique Pascal Vivier. Le syndicaliste aimerait d'ailleurs qu'une partie des enseignants, sur la base du volontariat, soient dispensés de cours après la réouverture des lycées et chargés,

en coordination avec les agents de la vie scolaire, de renouer le contact avec les décrocheurs.

Quoi qu'il en soit, estime Sigrid Gérardin, dire que les décrocheurs seront les premiers à revenir en classe "relève de la pensée magique".

Quels élèves faire revenir en priorité ?

De son côté, la représentante du SNPDEN estime qu'il faut laisser les chefs d'établissements décider : "Il faut nous faire confiance et nous laisser de l'autonomie, nous savons quels élèves ont besoin de revenir en priorité en fonction de la situation de nos établissements."

Lysiane Gervais cite toutefois un certain nombre de publics qu'elle juge prioritaires : les élèves des classes à examens - et notamment ceux qui devront passer le rattrapage ou préparer des habilitations d'ici au 30 septembre pour valider leur diplôme ([lire sur AEF info](#)), les élèves scolarisés en 3e prépa-métiers, "souvent un peu plus fragiles", les élèves décrocheurs et les secondes professionnelles et premières années de CAP qui "ont moins d'habitudes de travail".

Pascal Vivier attend au contraire du Premier ministre des "indications claires" quant aux élèves à faire revenir en premier et indique sa préférence pour une priorité aux élèves de première et de terminale.

Quels objectifs pédagogiques pour la réouverture en juin ?

Si les établissements rouvrent, il ne s'agira évidemment pas de finir les programmes scolaires, reconnaît Lysiane Gervais. Pour la proviseure, l'objectif de cette réouverture sera "surtout de permettre aux élèves de reprendre contact avec l'établissement, éventuellement de les écouter car certains ont peut-être été touchés par des décès dans leur famille. Il faut être dans la chose scolaire, mais aussi éducative."

Plusieurs syndicats enseignants formulent toutefois des inquiétudes quant aux conditions de la reprise, notamment dans les "ateliers industriels", que Jean-Michel Blanquer souhaite voir redémarrer en premier ([lire sur AEF info](#)). "Ce sont justement les lieux les plus difficiles à sécuriser d'un point de vue sanitaire, proteste Sigrid Gérardin. Les outils sont collectifs, il faudrait donc un processus de désinfection après l'utilisation de chaque outil. Aussi, beaucoup d'ateliers nécessitent des masques FFP2 ou FFP3, même en temps normal. Or ceux-ci manquent dans beaucoup d'établissements car ils ont souvent été donnés, de manière volontaire, aux personnels soignants."

Pascal Vivier ne voit pas non plus d'un bon œil cette priorité à la réouverture de ces ateliers, qui revient pour lui à créer "une césure

entre enseignement général et enseignement professionnel". "Cela signifierait qu'en lycée professionnel on ne forme pas à la fois le travailleur et le citoyen mais uniquement le travailleur." De plus, cela "exclut tous les élèves du secteur tertiaire et notamment beaucoup de jeunes filles, majoritaires dans les filières de l'aide à la personne, de la gestion-administration, etc."

La rentrée de septembre ne sera pas "normale"

"Personne ne parle d'une rentrée normale", indique Catherine Prinz, de la CGT Éduc'action. "Même si le virus n'est plus là en septembre, nous aurons un début d'année totalement différent de d'habitude dans les lycées professionnels", confirme Pascal Vivier. En effet, "un grand nombre d'établissements devront faire passer les examens aux candidats libres", bien plus nombreux dans la voie professionnelle que dans la voie générale et technologique. Le représentant syndical estime que 280 000 adultes passent le CAP ou le baccalauréat en candidats libres, auxquels s'ajouteront les élèves autorisés à passer la session de rattrapage en septembre. "Un grand nombre de professeurs seront mobilisés. Il y a fort à parier que les emplois du temps seront réduits", estime-t-il.

Par ailleurs, Pascal Vivier poursuit deux objectifs pour la rentrée scolaire : il souhaite voir le CAP en 3 ans ([lire sur AEF info](#)) se développer pour permettre aux élèves de rattraper ce qui n'a pas été vu cette année, même si "la plupart des académies ne sont pas preneuses". Il demande également "des places pour les apprentis licenciés" ([lire sur AEF info](#)). Une revendication partagée par la CGT Éduc'action, ce qui implique, souligne Catherine Prinz, "des créations de postes".

Son syndicat, tout comme le Snuep-FSU, souhaite en outre "une mise entre parenthèses de la réforme de la voie professionnelle", à laquelle les deux organisations sont opposées depuis le début : "Les cours en co-intervention consistent à mettre deux enseignants devant une classe. Il serait beaucoup plus utile, d'un point de vue sanitaire et pédagogique, de diviser le groupe d'élèves en deux. Cela permettrait de revenir à du disciplinaire et de consolider les connaissances des élèves", explique Catherine Prinz.

"Un temps d'adaptation sera nécessaire jusqu'à la Toussaint afin de niveler tout ce qui a été fait pendant le confinement", estime pour sa part David Raymond. L'équipe éducative qu'il encadre à Palaiseau fait ainsi "le bilan par discipline de là où chaque classe s'est arrêtée dans les programmes afin de transmettre cela aux enseignants qui les suivront l'année prochaine".